

Changement Climatiques, conflits hydriques et sécurité humaine dans la Méditerranée, au Moyen Orient et au Sahel

Résultats du projet de recherche CLICO

La quatrième note de synthèse du projet de recherche financé par la Commission Européenne "Changement Climatiques, Conflits Hydriques et Sécurité Humaine" (CLICO) présente les résultats sur la relation entre le changement climatique, la sécurité humaine, et les conflits liés à l'eau dans la Méditerranée, le Moyen Orient et le Sahel.

La recherche CLICO appuie les observations existantes que le changement climatique et le stress hydrique agissent sur la sécurité humaine en association avec une série d'autres facteurs sociaux, économiques et politiques. Plusieurs études de cas du projet CLICO au Niger, en Turquie et en Ethiopie confirment que la marginalisation sociale (ex. la pauvreté) peut accroître la vulnérabilité au stress climatique et accroître l'insécurité humaine.

En revanche, le lien entre le changement climatique et les conflits hydriques est au mieux indirect. Pour la majorité des situations de conflit étudiées au sein de CLICO, les facteurs politiques, économiques et sociaux se sont révélés être actuellement de plus grande importance que la rareté en eau ou que les tensions liées au climat. Toutefois, il est difficile de prévoir l'évolution de cet équilibre.

Les états jouent un rôle clé dans l'adaptation, étant donné qu'ils peuvent planifier et faciliter l'adaptation en mettant en place un cadre réglementaire qui régit les mesures d'adaptations mises en œuvre par les individus, les groupes et les communautés. Les états peuvent être plus aptes que les individus ou communautés de conditions socio-économiques changeantes qui conduisent certains groupes de populations à être particulièrement marginalisés et aussi plus vulnérables au changement climatique. Les adaptations menées par les états peuvent aussi être très utiles dans les situations où les groupes de populations ne peuvent pas s'adapter. Même si les adaptations menées par les états ne sont pas infaillibles. Une des raisons étant qu'une trop grande dépendance

envers les états peut réduire la capacité des communautés à s'adapter de façon autonome. Dans certains cas, les états peuvent répondre aux demandes de protection de certains groupes en transférant les coûts et risques à d'autres.

Il est important de reconnaître que l'adaptation peut avoir des effets négatifs et contreproductifs (« maladaptation »). Par exemple au Niger, les agro-pasteurs se sont adaptés aux faibles rendements dus à l'irrégularité des précipitations en élargissant les terres cultivées et en demandant des paiements en réponse aux dommages causés aux récoltes par le bétail. Ces auto-adaptations ont réduits les capacités d'adaptations des pasteurs dont les pâturages ont diminué et dont les dépenses ont augmenté car ils doivent financer les cultures endommagées par leurs troupeaux.

D'autres études de cas ont souligné les effets mitigés des mesures d'adaptation menées par l'état. Par exemple, à Alexandrie, une ville côtière d'Egypte, les relocalisations menées par l'état des populations de zones côtières de faible altitude par rapport au niveau de la mer peuvent réduire les risques directement liés à la hausse du niveau de la mer tels ceux liés aux inondations. Néanmoins, les relocalisations menées par l'état peuvent aussi exposer les personnes concernées à de nouveaux risques associés au déplacement et au besoin de garantir des moyens de subsistance durables dans de nouveaux endroits. A Gambella en Ethiopie, certaines mesures destinées à la modernisation de l'agriculture et à l'installation des populations rurales ont provoqué une réduction de la sécurité humaine pour certaines parties de la population affectée à court terme. Le déplacement de personnes hors des plaines inondables à des habitats sédentarisés a contribué à réduire leurs vulnérabilités aux inondations mais parallèlement a accru celles à la rareté de l'eau. Ceci est problématique car l'irrégularité des précipitations dans la région

est susceptible de s'accroître du fait du changement climatique.

Le renforcement des systèmes de sécurité sociale est un moyen efficace d'améliorer la sécurité humaine. Malheureusement, ceci n'est pas une priorité pour de nombreux pays en

voie de développement et les mécanismes de sécurité sociale publique et les activités de secours et institutions en matière de protection civile au sein de l'UE et autre pays développés sont affaiblies dans le contexte de la crise économique et de la crise de la dette publique.



Cette note de synthèse a été produite par l'Institut Ecologic (www.ecologic.eu) et fait partie d'un projet de recherche sur le « Changement climatique, les conflits hydrologiques et la sécurité humaine » (CLICO). CLICO s'organise autour de 14 centres de recherches de l'Europe et du Moyen Orient. CLICO est financé par le 7ème Programme Cadre de Recherche de l'Union Européenne (7e PC). La note de synthèse complète est disponible sur le www.clico.org en Anglais. Traduction: Therese Rosenfeld